

Organisation alimentaire urbaine, l'approvisionnement de Cotonou en produits vivriers

Claire Cerdan*, Nicolas Bricas*, José Muchnik*

76

Introduction

Nourrir les métropoles abritant des populations croissantes et diversifiées représente un enjeu politique majeur.

L'évolution et le fonctionnement des systèmes d'approvisionnement alimentaire urbain c'est-à-dire les processus d'acheminement des produits jusqu'à la ville, leur distribution et leur transformation à l'intérieur de l'espace urbain est un premier pas dans la construction d'une représentation de la complexité de l'organisation alimentaire urbaine.

La description de l'organisation alimentaire urbaine privilégie les interactions entre le consommateur et le système d'intermédiation. Mais de plus, l'organisation alimentaire répond et s'adapte face aux contraintes. La baisse et l'instabilité des revenus des consommateurs, la rareté d'approvisionnement liée aux périodes de soudure et la dévaluation du franc CFA, sont les trois types de contraintes par rapport auxquelles est analysée la capacité de régulation du système.

* CIRAD-SAR

Les approches de l'approvisionnement alimentaire urbain

La question de l'approvisionnement alimentaire urbain est apparue en France dans le courant des années 1970 (Courade, 1992). La commercialisation des produits agricoles est longtemps restée à l'écart des préoccupations des chercheurs sans doute pour le caractère autarcique et autosuffisant attribué aux sociétés paysannes, mais également par sa forte dépendance à la production agricole (Girault, 1995).

Les anthropologues et anthropoéconomistes ont réalisé une réflexion sur les mécanismes du marché et leurs sens à travers les siècles (Polany, 1957). Ce sont les géographes qui ont produit, dans le courant des années soixante-dix, de nombreuses études sur l'agriculture péri-urbaine, les relations villes-campagnes, les circuits de commercialisation et les transformations des agricultures face au marché urbain (Vennetier, 1972).

La question de l'approvisionnement alimentaire s'est surtout développée autour du thème de la sécurité alimentaire. Incitées par des organismes internationaux (FAO, par exemple), les priorités politiques des états africains se sont focalisées sur le développement de l'agriculture vivrière. Les travaux scientifiques ont accompagné ce mouvement et ont proposé un ensemble de concepts et d'outils théoriques pour y répondre.

Cela dit, la problématique de l'approvisionnement alimentaire urbaine s'est trouvée réduite à un schéma techniciste et caricatural, qui traitait les aspects de la production agricole et de sa productivité. Ces travaux s'appuyaient alors sur une corrélation relativement simpliste entre des données chiffrées de l'offre et de la demande alimentaire. Cette démarche a inspiré les bâtisseurs de la « révolution verte » dans des pays aux contextes très différenciés.

A partir des années quatre-vingt, les disciplines comme l'anthropologie, la géographie

et l'économie ont privilégié les études des circuits de commercialisation et le rôle du marché. L'ouvrage sur la liaison urbanisation-dépendance alimentaire (Coussy et al., 1983) et celui du séminaire « Nourrir les Villes » (Ouvrage collectif, 1985) ont posé d'autres jalons méthodologiques.

Les avancées conceptuelles et propositions de nouveaux outils ont débouché sur une reconnaissance progressive de l'articulation de la sphère de la production et de la sphère de la consommation réalisée par la commercialisation.

L'approche en termes de système a ensuite évité une description statique du commerce et des principaux marchés. La notion de filière introduite à la même époque, issue des principes de l'économie industrielle, a également contribué à la connaissance des systèmes d'approvisionnement alimentaire urbain.

A ce moment, des événements sérieux sont venus modifier la problématique de ce thème, notamment en Afrique. Il s'agit de l'urbanisation croissante, des crises des années 80-90, de l'ajustement structurel, et dernièrement de la dévaluation du franc CFA et de ses conséquences sociales.

Ces différents faits ont conduit à réviser l'approche de l'approvisionnement alimentaire urbain, qui ne pouvait plus se réduire à un problème de productivité agricole.

Aujourd'hui, les certitudes bâties sur un rationalisme réductionniste se heurtent à une réalité complexe « *Les modèles mécaniques s'essoufflent. Notre planète est vivante et limitée, l'histoire incarnée dans des processus physiques que l'on n'attendait pas. Tout n'est pas écrit d'avance. Le monde est coloré, divers, inattendu, riche en bifurcations, bruissant de mille rythmes... enchevêtrément de complexités où l'homme est acteur* » (Dousset, 1994).

Méthodologie

L'étude se focalise sur les interactions complexes entre une offre et une demande alimentaire urbaine et plus particulièrement entre le système d'intermédiation et celui de la consommation alimentaire.

Ainsi se vérifient les relations suivantes :

1 - le comportement alimentaire des consommateurs joue un rôle structurant. Il induit et hiérarchise les circuits d'approvisionnement ;

2 - le système d'intermédiation, qui prend en charge les changements dans le temps, dans l'espace et dans la nature des produits, conditionne et influence les comportements des consommateurs ;

3 - ces deux sous-systèmes ont des logiques propres et se façonnent l'un et l'autre. La souplesse induite par les modes de régulation permet aux systèmes de réagir face aux contraintes.

Dans un contexte où il y a un approvisionnement vivrier des villes par les campagnes, la possibilité d'avoir une connexion entre l'offre agricole locale et la demande alimentaire urbaine continue dans le temps semble passer par l'agencement d'interrelations et l'existence d'effets réciproques entre les deux sous-systèmes considérés.

La complexité de ce phénomène alimentaire nous a conduit à adopter une démarche à la fois systémique et organisationnelle. L'hypothèse de travail s'appuie sur deux notions complémentaires dans lesquelles l'approvisionnement alimentaire est considéré comme un système complexe et une organisation.

Le thème de l'approvisionnement alimentaire urbain est à la croisée de plusieurs disciplines, et s'inscrit dans de multiples dimensions. F. Rello (1995) propose « *le consensus qui est de percevoir cet ensemble comme un système, constitué par diverses parties connectées les unes aux autres, de sorte que l'analyse particulière de chacune d'entre elles sera facilitée si on a une idée de sa place et sa fonction d'ensemble* ».

Nous complétons cette première notion en considérant l'approvisionnement alimentaire urbain comme un système complexe défini comme « *une unité constituée d'interrelations organisationnelles entre des éléments. L'organisation qui lie, maintient, forme et transforme le système comporte ses principes, règles, contraintes et effets propres ; l'effet le plus remarquable est la constitution d'une forme globale rétro-agissant sur les parties, et la production de qualités émergentes, tant au niveau global qu'à celui des parties... cette notion n'est ni simple ni absolue, elle comporte, dans son unité, relativité, dualité, multiplicité, scission, antagonisme ; le problème de son intelligibilité ouvre une problématique de la complexité* » (Morin, 1977).

deux sous-systèmes
indépendants

l'approvisionnement
alimentaire urbain est
un système complexe

mais aussi une
organisation

Ce mode de raisonnement permet d'analyser et de comprendre la nature et les difficultés d'un phénomène résultant d'actions collectives nombreuses et variées. Cette notion d'organisation fait référence à deux ouvrages, celui de E. Morin, *La Méthode*, (1977) qui considère l'organisation comme un agencement de relations et celui de Crozier et Friedberg, *L'Acteur et le Système*, (1977) qui pose l'organisation comme un « construit social » où chaque individu dispose d'une marge de liberté et met en œuvre différentes stratégies.

Dans les deux cas, l'organisation n'est ni une donnée naturelle ni une donnée automatique mais un lieu d'affrontements, de conflits et d'actions synergiques.

reconstruire une
organisation à partir
de ses sous-systèmes

Le fil conducteur de notre recherche a suivi un découpage du système d'approvisionnement en plusieurs sous-systèmes (consommation, distribution, commercialisation, transformation) et plutôt que de nous conduire sur un chemin tout tracé qui aurait été du macro au micro, du général au particulier, il nous a entraîné dans des allers et retours incessants en privilégiant des approches distinctes qui reconstruisent l'organisation alimentaire *a posteriori*. Par ailleurs, nous avons bien conscience que notre compréhension du phénomène ne pouvait se réaliser qu'au travers d'analyses d'échelles différentes, comme un zoom qui s'éloignerait de son objectif. Nous considérons en effet « *qu'un ensemble d'acteurs qui interagissent entre eux produit à un niveau supérieur d'observation, des formes urbaines spécifiques qui constituent un phénomène d'auto-organisation où la localisation des éléments est supposée très importante dans l'évolution de la ville* » (Pumain et al., 1992).

Deux éclairages structurent notre recherche : le point de vue du consommateur en milieu urbain et les points de vue des agents du système d'intermédiation.

à la lumière des
points de vue des
différents acteurs

La caractérisation et l'identification du fonctionnement du système alimentaire sont réalisées à partir de quatre produits témoins : le poisson, le maïs, l'huile de palme et le manioc.

En caractérisant la consommation alimentaire, nous avons repéré les pratiques d'approvisionnement, de transformation et de consommation des individus et leurs principaux déterminants. L'étude des formes de la distribution urbaine permet de reconnaître ce que l'individu perçoit de l'espace urbain. Par l'analyse des circuits de commercialisation et de la transformation alimentaire, les traces des hommes dans l'organisation de l'espace, la diversité des lieux alimentaires sont suivies.

Le consommateur

consommation de
produits agricoles
locaux

L'analyse des différents modèles alimentaires montre le maintien d'un niveau de consommation des produits agricoles locaux dans la capitale. Petit pays, le Bénin dispose d'une grande variété de régions agro-écologiques et, le croisement de plusieurs régimes alimentaires au sein d'une ville offre richesse et diversité à la culture alimentaire de Cotonou.

ruraux

Nous avons reconnu les produits d'origine rurale et ceux que l'on peut qualifier de « plus spécifiquement urbains » (Bricas et O'Déyé, 1985). Le modèle alimentaire du sud du pays, basé sur le maïs et le manioc, côtoie les céréales sahéliennes et l'igname du centre et du nord. Le riz, grâce à son côté rapide à préparer et largement divisible, est accueilli dans les repas quotidiens des citadins.

ou lointains

Le consommateur urbain combine ainsi ses plats d'enfance avec de nouveaux ingrédients venus de pays lointains (Thaïlande pour le riz), de la Grande Région représentée par la Côte d'Ivoire (Attîèké), ou des Pays Sahéliens consommateurs de bouillie de mil.

diversification de
l'alimentation

« L'évolution des styles alimentaires urbains apparaît marquée par un double mouvement de continuité et de rupture par rapport aux styles alimentaires ruraux » (Bricas, 1992). Elle se traduit par une tendance à la diversification de l'alimentation en milieu urbain. Cette tendance s'affirme sur trois niveaux par un accès à une plus large gamme de produits de base et d'ingrédients de sauce et une utilisation plus variée de la forme de consommation de la base. De ce fait, les citadins offrent l'opportunité « aux céréales locales de reconquérir les marchés urbains » (Bricas, 1994). Ces garanties de débouchés stimulent en effet la production agricole, ce phénomène ne concerne d'ailleurs pas uniquement les céréales.

Production de signes...

restauration extérieure

Les tendances d'évolution repérées ne concernent pas seulement les produits mais aussi les pratiques et les représentations des plats et des lieux. Elles entraînent une modification dans les rapports des individus à leur alimentation quotidienne. Elles ont, par exemple, pour conséquence, le développement de la restauration extérieure pour laquelle les Bonnes-Dames de Cotonou ont su valoriser leur « savoir - cuisiner » et offrir une gamme variée d'aliments. Aujourd'hui ce type d'alimentation s'est intégré à la structure du culinaire des habitants où elle tient une place favorite le matin, à l'heure du petit déjeuner.

Les variations de la composition des repas au cours de la journée sont les signes d'une relation entre l'individu et son alimentation. Le consommateur n'est plus un simple destructeur de biens alimentaires, situé en bout de chaîne. Cette position dépasse la conception économique de « l'utilité » des biens où le consommateur détruit des produits ou les utilise comme source d'énergie. Elle se rapproche de l'anthropologie qui considère le consommateur comme producteur de signes et symboles. Baudrillard (1970) souligne que « *la consommation est un système qui assure l'ordonnance des signes et l'intégration du groupe : elle est donc à la fois une morale (un système de valeurs idéologiques) et un système de communication, une structure d'échange (...). La circulation, l'achat, la vente, l'appropriation de biens et d'objets/signes différenciés constituent aujourd'hui notre langage, notre code celui par où la société entière communique* ».

des produits
« langage »

Le consommateur urbain reste proche de son alimentation. Il conserve le culte de certains produits parce qu'ils sont « langage » et qu'ils maintiennent et actualisent le respect d'une tradition ou affirment une nouvelle socialisation urbaine. Les valeurs d'usage sont variables en fonction de l'individu, du produit et du lieu d'approvisionnement. Tous les produits recensés et leurs utilisations reflètent un modèle culturel donné et nuancent le comportement d'acquisition de l'individu.

81

Dans la même optique, Bricas et Cheyns (1995) étudient l'évolution de la qualification d'un produit traditionnel (le Soumbala) au Burkina Faso. Ils distinguent deux types de procédures de qualification dans les pratiques d'acquisition :

choix des critères
de qualification

- « *Les procédures de qualifications directes qui mobilisent les capacités sensorielles du sujet pour évaluer les caractéristiques physiques de l'objet. Elles mettent en oeuvre une compétence basée sur l'apprentissage ou l'expérience du sujet.*

- *Les procédures de qualifications indirectes qui lient le sujet et l'objet par l'intermédiaire d'un tiers. Elles ne mobilisent donc pas de compétences pour évaluer les caractéristiques physiques du produit mais s'appuient sur la confiance établie par différents biais* ». En reprenant la grille d'analyse des économies des conventions, les auteurs notent la prédominance de relations de proximité sur la base de « conventions domestiques ».

Nous retrouvons ces deux types de procédures au Bénin : quand il y a forte relation entre un individu et un produit donné (gari, poisson, huile de palme), le comportement d'achat se base le plus souvent possible sur une procédure de qualification directe. Pour un produit transformé, comme le mawè, l'huile de

palme parfois ou les aliments de rue, la procédure est de type indirecte et la relation entre la vendeuse et la cliente se traduit par l'élaboration d'un capital de confiance.

L'ensemble des rapports de l'individu avec son alimentation conduit à une spécificité du mode de distribution alimentaire en milieu urbain. En recherchant la construction d'un langage, le consommateur entretient des relations avec des lieux et des personnes ressources. Les procédures de qualification indirecte expliquent les fortes relations de proximité.

Production d'espace...

Au niveau de son approvisionnement, le ménage distribue les rôles et se répartit les tâches et les responsabilités. Ainsi la femme joue un rôle croissant dans l'approvisionnement du ménage, le mari conserve toutefois certaines fonctions comme la fourniture des céréales de base ou des produits récoltés pendant ses voyages.

Avec une autonomie financière plus ou moins marquée, chaque ménagère détient sa propre gestion de l'espace urbain. Celle-ci est variable selon le quartier de résidence. Au cours de nos enquêtes nous avons recensé 5 lieux de vente différents : le marché de gros, le marché de quartier, la vente ambulante, l'artisanat alimentaire, les boutiques. D'autres voies existent également : les relations non marchandes comme le réseau de voisinage urbain, le village...

Les lieux d'achat et les procédures de qualification des produits peuvent être également corrélés. Les ménagères ont une appréhension des lieux variable selon les produits et leurs utilisations. Mais cette représentation est aussi liée à la perception du milieu urbain en général. Ainsi, nous vérifions que « le système de distribution reflète le système social dans lequel il est inscrit » (Racine et Pteroudis, 1993) : le consommateur favorise l'extension de circuits de proximité, les circuits directs par le biais de réseaux d'approvisionnement personnalisés. La recherche de qualités spécifiées conduit à une forte segmentation du marché.

Par ces déplacements quotidiens vers les lieux d'affluence, les consommateurs urbains creusent des chemins dans la ville, modèlent l'espace urbain à l'image de leurs pratiques et contribuent à la construction de l'identité de la ville. Le citoyen vient également consommer un espace urbain, l'acte d'acquisition se complète alors par un acte de consommation de lieu. Les points d'approvisionnement représentent la synthèse spatiale des activités consommatrices : l'approvisionnement alimentaire, l'errance,

lieux de vente

les mouvements des
consommateurs
structurent la ville

le flirt avec les objets, le renforcement d'un sentiment d'appartenance.

A ce sujet, les travaux de Maximy (1987) montrent qu'une véritable ossature spatiale de la ville se construit autour des marchés et des rues commerçantes, « *le marché est un produit des relations qu'entretiennent les urbains avec leur milieu citadin. Le marché a un rôle fondateur. La vie de quartier, l'animation de la rue, le sentiment d'appartenance à un espace lui doivent une très forte part de leur vitalité* ». L'implantation d'activités de rue et les axes de circulation se conjuguent pour renforcer l'appropriation de l'espace urbain par les citadins s'y activant. Ce fait modifie leurs perceptions et la valeur attractive de l'espace considéré.

les citadins ne
« connaissent »
plus les produits

A la fois constructeur et consommateur d'espace, le citadin modèle la ville, l'organise et favorise certains circuits d'approvisionnement. On peut s'interroger sur le devenir des villes africaines et vers quels modèles d'approvisionnement se dirigent-elles. Aujourd'hui, les ménagères évaluent la qualité d'un produit, au vu d'un certain nombre de caractéristiques physiques du produit. Or, de nombreuses jeunes femmes nées en ville affirment ne pas maîtriser les différents critères de qualité et se trouvent ainsi désarmées devant un produit traditionnel (nos enquêtes 1994 ; Bricas et Cheyns, 1995). On peut se demander si la perte de ce type de compétence ne va pas remettre en question les modèles d'approvisionnement et les lieux qui leurs sont corrélés. En exagérant, on peut même se poser la question de la disparition des marchés avec la perte des compétences culinaires de ménagères ?

La relation entre le consommateur et l'organisation alimentaire prend ainsi plusieurs dimensions. Ces relations sont dialectiques : le consommateur perçoit le milieu urbain et en modifie l'image. De l'autre côté, l'évolution de la perception des aliments favorise des circuits d'approvisionnement qui sont une étape dans la distanciation de l'alimentation. Nos travaux montrent que la qualité des produits et son caractère aléatoire sont très importantes et jouent un rôle déterminant dans la structuration des circuits d'approvisionnement et la modélisation de la distribution alimentaire urbaine.

Le système d'intermédiation et l'organisation alimentaire urbaine

La ville s'organise pour se nourrir et sous l'effet de contraintes, les systèmes d'approvisionnement permettent à la ville de réguler sa manière de se nourrir.

La notion de système d'intermédiation permet d'intégrer des fonctions multiples comme celles de la transformation et de la commercialisation. Ce système concerne un ensemble d'éléments et de fonctions qui prend en charge le transfert des produits vivriers dans l'espace, dans le temps et qui permet une évolution de la forme et de la valeur de ces produits au long du processus. L'agencement de relations permet un apport quotidien de vivres et une redistribution de produits répondant aux exigences de la demande urbaine.

La première question que l'on peut se poser, porte sur l'existence d'une offre et d'une demande. En effet, toutes circulations de produits et tous mouvements se basent sur une offre et une demande. C'est la principale incitation à l'échange : *« les offres et les demandes se présentent par centaines et par milliers . Elles font la chaîne, elles se donnent la main, elles font l'électricité des circuits. Ces offres et ces demandes naissent de l'échange qu'elles fondent et qui les fonde »* (Braudel, 1979).

Ce petit pays étiré présente une personnalité géographique intéressante dans la mesure où le dégagement des surplus commercialisables et l'approvisionnement alimentaire urbain passent par une complémentarité régionale entre le Nord et le Sud. Ces zones complémentaires peuvent être considérées comme moteur de l'échange, et permettent la mise en place d'un dynamisme marchand fort. Entraînées par ce dynamisme, les communautés paysannes ont su s'adapter aux marchés (Chaléard, 1994).

Nous avons analysé l'organisation alimentaire comme un « construit social », et identifié les relations synergiques et les conflits entre acteurs qui la composent, en complément des travaux consacrés à l'économie des marchés et des filières de commercialisation.

Dans l'analyse du système d'intermédiation nous distinguons quatre organisations différentes :

- La première organisation agit sur des longues distances dans l'espace régional, national voire international et traite des quantités de produit importantes. Elle a pour principales fonctions, le regroupement, la circulation et le stockage. Elle s'ordonne autour des grands axes de circulation et repose sur les puissants réseaux marchands de grande envergure (Agier, 1983 ; Igue et al., 1992).

- La seconde organisation concerne le commerce de proximité. Elle a également la fonction de regrouper, stocker et faire circuler les produits, mais elle agit sur des distances courtes et traite

une offre et une
demande

des zones
complémentaires
moteurs de
l'échange

une organisation
à grande échelle

une organisation
de proximité

s'appuyant sur la
notoriété sociale

microdistribution

de faibles volumes. Ses acteurs se caractérisent par un nombre élevé de femmes relativement âgées, leur activité démarre par une insertion dans un réseau social donné (réseau ethnique ou réseau d'acteurs issus d'une même région). Le capital de l'activité provient du même réseau. L'analyse des stratégies des commerçantes de ce type d'organisation ne doit pas se réduire à des considérations seulement économiques. Placé dans une vision à plus long terme, le revenu des préparatrices est corrélé aux liens qu'elles parviennent à renforcer et les rapports de force qu'elles réussissent à établir. En d'autres termes, le fonctionnement et la pérennité de ce type de commerce repose plus sur la recherche d'une meilleure maîtrise sociale que des bénéfices nets croissants à chaque opération. En somme, les grossistes de cette catégorie établissent leur notoriété pour imposer prix et crédit en usant de leur autorité sur les dépendants domestiques et mobilisent les rapports lignagers pour accéder aux réserves en période de soudure. Trois grands marchés situés dans le nord du pays servent de relais et jouent le jeu de la complémentarité entre les zones consommatrices et les zones de production. Notons qu'en période de soudure, le commerçant n'échange qu'avec un réseau relativement restreint ce qui conditionne de manière importante la gestion de la qualité des produits au long de la filière.

- La troisième organisation concerne la « microdistribution ». Elle structure la ville et diffuse les produits en quantités réduites jusqu'aux portes des consommateurs. La distribution par les détaillantes ne représente qu'une partie des formes d'échanges existantes entre le consommateur et le système d'intermédiation. Mais ces petites commerçantes sont très nombreuses à Cotonou, réparties dans tous les quartiers de la ville, concentrées sur les marchés et aux carrefours. Les unes ont des places attribuées sur un marché, les autres vont et viennent sur des lieux plus informels. Ce sont toutes des femmes qui ont un capital très faible pour fonctionner. Près des trois quart démarrent leur activité par un simple crédit accordé par un grossiste. Les stratégies de vente sont variables selon le savoir-faire de la vendeuse et l'environnement de son activité (activité du mari, des coépouses, du site de vente, ...). Elles sont très dépendantes des grossistes avec qui elles recherchent à établir des relations de confiance et à stabiliser leur rapport de force dans les négociations. De nouveau, cette situation ne leur permet pas d'être libre et de garder une entière maîtrise de la qualité de leur produit. Celles qui sont trop dépendantes de petits grossistes rencontrent souvent des difficultés pour écouler les produits de mauvaise qualité.

transformation et
artisanat alimentaire

Ces différentes organisations sont plus synergiques et complémentaires qu'elles ne s'opposent. L'étude des stratégies des acteurs de la commercialisation montre que l'organisation alimentaire se construit au travers des différentes actions des agents de l'échange. Pendant que les uns s'affrontent, les autres se rallient. Ces agents tissent chaque jour des relations entre eux qui peuvent paraître plus ou moins superficielles. Mais au delà, c'est une trame plus solide, assurant la stabilité du système, qui se met en place.

- La quatrième organisation concerne la transformation alimentaire. Avec la croissance de la demande, l'artisanat alimentaire s'est fortement développé. Les industries étatiques ont pendant longtemps tenté d'inonder le marché urbain pour répondre aux attentes présumées des consommateurs en offrant des produits standardisés, stabilisés et rapides à préparer. Les travaux sur l'artisanat alimentaire montrent que ce secteur offre une gamme diversifiée de produits traditionnels ou nouveaux. Ces produits sont largement consommés par les citadins. L'artisanat alimentaire est un terme général qui regroupe deux types de transformation alimentaire. L'un est localisé en milieu rural et l'autre se développe dans les villes africaines. Une analyse comparée de ces deux types montrent des divergences quant à leur fonctionnement et à leur organisation (Bricas, 1984 ; Devautour, 1990 ; Thuillier et al., 1991 ; Muchnik et al., 1992).

En résumant, nous pouvons affirmer que le système d'intermédiation se caractérise par une grande diversité et la présence de sous-systèmes qui possèdent des logiques et des modes de coordination spécifiques (domestique, artisanal, industriel, ou marchand) (Thevenot et Boltansky, 1991).

Auto-organisation

Mettre en dynamique les systèmes c'est en évaluer la capacité de réponses et leurs limites, lorsqu'ils sont soumis à des contraintes. La notion « d'auto-organisation » affirme une certaine autonomie des systèmes capables de créer l'ordre par eux-mêmes, d'avoir en même temps la conscience de ce qu'ils sont, et la capacité de s'auto-générer et de se réguler (Lestage, 1994).

Cette réflexion nécessite une vision sur le court terme et le long terme. Ces éléments permettent de préciser quelques tendances d'évolution de l'organisation alimentaire urbaine.

A présent, notre intérêt se porte non plus sur la description des organisations en tant que telles mais à ses conditions

adaptativité d'un
système

« d'adaptativité » Cette notion clé se définit comme « l'aptitude de l'organisation à s'adapter et à se réadapter diversement » (Morin, 1980). Une parfaite adéquation entre deux systèmes n'est pas valable dans la mesure où, celle-ci devient inadaptée et fatale dès que survient une modification des conditions de l'environnement.

Les contraintes auxquelles un système est soumis sont nombreuses, diverses et permanentes. Nous distinguerons des contraintes internes au système et des contraintes externes. Les premières sont issues des actions et des conflits entre les individus. Les secondes, sur lesquelles les agents n'ont pas de prise, peuvent être d'ordre climatique (régime de pluies, périodes de sécheresse, ...), d'ordre macro-économique (parité du franc CFA, régime d'impôts, régime d'importations,...) etc.

Nous considérons dans cet article trois sortes de contraintes qui ont induit une adaptation de l'organisation alimentaire urbaine : la baisse et l'instabilité croissante du pouvoir d'achat, la période de soudure des produits agricoles et la dévaluation.

Les revenus des consommateurs

Depuis le début des années 80, la crise et l'ajustement structurel se traduisent par une baisse sensible des revenus des populations. La forte instabilité des marchés des produits de rente a remis en question l'équilibre « production - exportation des matières premières », et a entraîné une diminution des revenus d'une catégorie de producteurs.

La restructuration des organismes d'état, des administrations publiques et privées a entraîné une baisse sensible des revenus et introduit une irrégularité, créant une incertitude forte autour du salariat.

La dévaluation du franc CFA a apporté de fortes perturbations sur le système alimentaire. Nos enquêtes se déroulant à la période de la dévaluation (janvier-avril 1994) ne permettent pas de faire ressortir les tendances qui se sont dégagées par la suite. On ne sera pas en mesure d'évaluer « la capacité de résilience du système ».

Les contraintes sont perçues par les agents de façons différentes. La baisse des revenus est ressentie comme une pression permanente, les réactions qui en découlent sont plus évolutives et les ajustements plus diffus. En revanche, la dévaluation du franc a été perçue beaucoup plus brutalement et a engendré des ajustements rapides, certains de courte durée, d'autres plus profonds.

baisse des revenus

dévaluation

ajustements différents

 adaptation des
 populations

Si l'on regarde l'évolution de la consommation alimentaire, rien ne laisse apparaître l'existence de contraintes ayant pu remettre en question l'alimentation des villes africaines (Bricas, 1995). Nous pouvons alors adopter deux positions : l'une pessimiste qui consisterait à déclarer que les villes africaines n'ont jamais connu de telles crises, et qu'elles ne s'en remettront pas. L'autre point de vue, plus optimiste, consiste à croire au dynamisme et à l'esprit d'initiative des populations urbaines africaines qui ont su évoluer et s'organiser pour répondre aux contraintes vécues. L'étude WALTPS souligne que la mobilité des populations dans l'espace, l'investissement dans une économie « souterraine » ou encore la gestion de l'épargne sont autant de réactions que ces peuples ont su mettre en place pour s'adapter à un environnement changeant. Au regard de cette étude, nous privilégierons une vision optimiste.

Cependant, Moustier (1994) remarque à juste titre qu'on ne peut « réduire l'expression des problèmes d'ajustement offre/demande à des bilans alimentaires globaux : il est en effet des espaces, des produits, des populations et des temps particulièrement sensibles aux ruptures, et tout bilan alimentaire global sur des espaces, des produits, des populations homogènes, et sur une moyenne temporelle, en gommant les extrêmes, ne peut permettre une prévention des ruptures et des crises ». C'est en réduisant l'effet des contraintes et des crises de court terme que l'on aidera les organisations à mieux répondre au défi de demain.

 réduire les contraintes
 à court terme

Face aux contraintes énoncées plus haut, le consommateur urbain est-il bien équipé et comment réagit-il ?

 stratégie anti-risque

Une connaissance du fonctionnement du système alimentaire et de son organisation permet d'affirmer que les unités de consommation ont recours à des stratégies « anti-risques » qui vont leur permettre d'atténuer la contrainte voire de l'absorber totalement.

Les capacités d'ajustement touchent les unités de consommation, le budget alimentaire des ménages, la structure du culinaire ainsi que la composition et la forme des plats consommés au sein de l'unité et la gestion des ressources d'approvisionnement du ménage.

- Les ménages-marmites ou unités de consommation sont les groupes de personnes qui mangent régulièrement ensemble ou qui ont l'habitude de puiser dans la même marmite.

Ils se caractérisent par une forte mobilité entre la ville et les campagnes, et au sein même de la ville. « Cette mobilité se traduit par des allers et retours, par des mouvements pendulaires

recomposition des
unités de
consommation

de migrants qui peuvent durer plusieurs années » (Bricas, 1995). Les enfants sont envoyés chez leurs grands parents ou dans la famille au village. Les personnes les plus mobiles sont les célibataires. On retrouve cette même mobilité entre les ménages d'une même ville, l'accueil des migrants évolue au cours des mois en fonction des capacités économiques de chaque ménage-hôte.

La redistribution des plats entre voisins illustrent également ce phénomène. L'enquête budget-consommation de Cotonou (1986) montre que les échanges des plats entre unités de consommation touchent plus du tiers des unités de consommation en ce qui concerne la réception et près du quart pour l'envoi des plats (Insaé, 1992). Les ménages, qui présentent la caractéristique d'être à vases communicants, diminuent les conséquences de la crise économique.

ajustement sur le
budget alimentaire

- Face à une augmentation des prix des produits, une première réaction peut se réduire à la simple augmentation de l'allocation des ressources financières sur le budget alimentaire. On explique ainsi la part croissante de la femme dans l'approvisionnement du ménage (Albert, 1994). Cependant, seuls les ménages qui ont les moyens, ajustent leurs budgets. Les observations de Akindés (1995) montrent que la moitié des ménages consultés (12 sur 25) ont revu leur budget à la hausse, la plus forte augmentation se situant chez les cadres. Nos enquêtes ont également relevé une augmentation de l'allocation mais montrent que cette forme d'ajustement n'est pas la plus significative.

modification de la
structure du culinaire

- Les modifications entraînées peuvent toucher la structure culinaire du ménage urbain. Le ménage s'éclate, la ménagère ne sert plus de repas le matin ou le soir. Chaque membre se voit doté d'une petite allocation et va se procurer un repas auprès de la restauration extérieure ou un coupe-faim, fonction de son pouvoir d'achat. Chacun gère ainsi l'ajustement alimentaire à son propre niveau. Akindés (1995) ajoute que « la distribution d'argent permet également d'évacuer les membres parasites ».

Il s'instaure alors un nouvel équilibre entre les préparations domestiques et le recours à l'artisanat alimentaire qui offre des produits finis (par exemple l'akassa) à des prix raisonnables. Le prix de revient de l'akassa fait à domicile est inférieur au prix de la boule d'akassa sur le marché (25 F quelque soit son volume) mais sa préparation exige une sortie d'argent plus importante (achat du maïs, moulin, bois de feu, eau).

- Pour faire face aux difficultés d'approvisionnement, la ménagère peut en premier lieu offrir des plats et des préparations alimentaires meilleur marché, la pâte de maïs, par exemple, sera

préférée aux préparations alimentaires à base de mawè, qui nécessitent une élimination des sons.

substitution
alimentaire

La substitution d'un aliment par un autre est une pratique courante. L'offre diversifiée des produits sur le marché facilite cette substitution. Les pieds de boeuf et les croupions de poulets (importés) substituent la viande locale. Les crabes et les crevettes séchées viennent accompagner les bases céréalières dans une sauce « originalement » à base de poisson. Les boules de sésame deviennent des ressources en protéines végétales largement utilisées.

Une autre forme d'ajustement est un recours à des qualités spécifiques d'un même produit générique. Cette diversité de qualité concerne essentiellement deux produits que nous avons étudiés : l'huile de palme et le gari. Au Bénin, on recense trois qualités d'huile de palme et plus de six qualités de gari. Ces variations de qualités rappelons-le, correspondent à différents lieux de production et des procédés de transformation spécifiques. En avril 94, le prix du tongolo de gari variait de 60 à 350 FCFA en fonction des qualités. Certaines sont substituables et permet un ajustement alimentaire.

recomposition des
plats

La solution suivante consiste à jouer sur la large divisibilité des plats. La préparation du « riz au gras » qui se diffuse dans toute l'Afrique de l'Ouest répond bien aux périodes de crise. La cuisson conjointe de la base et la sauce permet dans un premier temps, de diminuer sensiblement le prix de revient du plat. « Le riz au gras permet de rassasier douze personnes en utilisant qu'un seul poulet » nous expliquait un africain.

Il est intéressant de noter que l'analyse des plats de fête et des plats de réception met en évidence que les ménagères jouent sur les mêmes ingrédients en plaçant en complémentarité la bonne sauce « riche » de la région du Mono qui contient du poisson, des crevettes, des crabes et beaucoup d'huile de palme. Le riz au gras est souvent servi au cours des réceptions mais alors il est bien garni. Enfin, la ménagère a souvent recours à l'artisanat alimentaire pour compléter son repas et diversifier les bases céréalières qui seront servies au cours du même repas.

gestion des
ressources
d'approvisionnement

- La ménagère gère son réseau d'approvisionnement suffisamment diversifié pour proposer des capacités d'ajustements en cas de nécessité: « *plusieurs travaux sur l'économie urbaine en Afrique montrent que les citadins mobilisent de l'argent en mobilisant les gens et réciproquement. Par ce biais, les ménagères parviennent à mobiliser de l'argent pour faire face notamment aux dépenses alimentaires. Les efforts consentis en temps et en argent*

pour activer et réactiver en permanence ces réseaux sociaux ne doivent pas laisser croire que ceux-ci n'ont qu'une fonction d'assurance éco-sociale à court terme, ils participent aussi à de stratégies de long terme » (Bricas, 1995).

Le recours aux approvisionnements non marchands ou marchands par les relations directes entre village et ville et l'exploitation d'un bout de champ à la périphérie de la ville participent de façon active aux réajustements du système alimentaire.

En dernier lieu, les relations personnalisées entre clientes et vendeuses permet d'avoir plus facilement recours au crédit. Cette pratique permet d'encaisser des chocs financiers de court terme. Dans ce contexte de crise à long terme nous avons noté cependant, une réticence à pratiquer ce genre d'ajustement.

des conséquences en
amont

Les ajustements exposés ci dessus renforcent la position du secteur artisanal dans le dispositif alimentaire, ils entretiennent le fonctionnement du commerce de proximité.

Cela dit, la recherche d'un produit de la qualité inférieure, meilleur marché ne permet pas une valorisation optimale du produit alimentaire. Les femmes transformatrices risquent de voir leurs efforts d'amélioration peu récompensés. Ce qui pourrait décourager ce type d'action.

Les difficultés financières des consommateurs sont reportées sur les agents de l'échange. Les contraintes et les tensions qu'elles engendrent sont ainsi réparties sur l'ensemble de la filière. Le système d'intermédiation présente des aptitudes à limiter les effets des contraintes, en déplaçant le choc financier sur les autres acteurs ou par une diversification des activités.

91

La période de soudure et les contraintes du système d'intermédiation

Sans aucun doute, la dévaluation a frappé les organisations de l'échange. Mise à part cet événement le système d'intermédiation connaît chaque année des contraintes plus structurelles telles que la période de soudure des productions vivrières ou la mobilisation des moyens de transport au moment de la campagne de coton.

La période de soudure est une épreuve difficile pour quelques commerçants qui n'en sortent pas indemnes. C'est l'époque où les commerçants se regardent et s'épient pour découvrir quel est celui qui va tomber le premier. Un matin, c'est une commerçante qui arrête son activité commerciale, le lendemain c'est une autre. Une jeune femme nous expliquait : « C'est à cette période que l'on reconnaît les vrais commerçants » entendons par là,

épreuve pour les
commerçants

ceux qui ont suffisamment de ressources financières et des réseaux lignagers pour pouvoir continuer à s'approvisionner.

Comme les consommateurs urbains, les acteurs de l'échange adoptent une série de stratégies qui visent à atténuer l'effet des contraintes. Tous ces acteurs n'ont pas la même sensibilité aux ruptures. Les plus fragiles sont les agents du commerce de proximité qui supportent des charges financières proportionnellement plus élevées, et dont les réseaux de fournisseurs sont très réduits (quelques personnes seulement). Au moment de la période de soudure, les petits grossistes arrêtent leur activité et se replient sur une autre en attendant des jours meilleurs. Les activités commerciales autour de Cotonou se ralentissent et le commerce de grande distance, conduit par les grands réseaux commerciaux Yorubas ou Fons, prend le relais. Les capitaux circulent et prennent des proportions toutes autres. Sur les parking, les bâchées, sur lesquelles on a l'habitude de voir les Bonnes Dames arriver assises sur leurs sacs, se font plus rares et laissent place aux camions venant de Parakou ou d'autres zones du nord. Cette période dynamise les zones de production les plus éloignées.

La capacité d'atténuation des contraintes du système d'intermédiation repose plus sur une complémentarité des organisations commerciales. Compte tenu de ce contexte, les commerçants gardent toujours une « activité-secours ». Ils investissent par exemple dans les moulins, qui sont des activités rentables et à revenus plus ou moins constants.

Ce repli vers un autre secteur explique pourquoi certaines stratégies d'accumulation et les investissements dans l'activité commerciale paraissent parfois timides. Les objectifs pour ces femmes sont d'abord le renforcement d'un réseau minimum vital et l'établissement d'un rapport de confiance entre les acteurs. Pour beaucoup d'entre elles, la pratique du commerce est une stratégie d'approvisionnement de son propre ménage. L'entraide entre les commerçantes d'un même marché leur permet d'accéder à une sécurité « sociale », d'échanger des produits de consommation pour s'approvisionner à moindres coûts et de répondre à d'éventuelles difficultés financières.

Les commerçants connaissent parfois des contraintes très conjoncturelles. Au cours de nos enquêtes nous avons été confrontés à l'une d'entre elles. Il concerne le commerce de l'huile de palme. Le principal point de concurrence entre le système de transformation industriel avec le système de transformation artisanal se situe au niveau de l'accès à la matière première. Les industries qui déplorent de nombreux vols de

ajustement par une
double activité

renforcement d'un
réseau minimum vital

ajustements par des
réseaux sociaux

opérations « coups
de poing »

noix de palme dans les périmètres industriels, déclenchent régulièrement des opérations « coups de poings » avec la complicité de la police locale. Les policiers de l'Ouémé se postent sur la route la veille du jour du grand marché (Dantokpa) à Cotonou, et confisquent les bidons d'huile de tous les commerçants. En provoquant une telle rupture, les industries utilisent les propriétés de l'organisation alimentaire pour remonter dans les zones de production, et toucher les fabricants responsables. Le jour de l'opération, les étalages et les boutiques de ces commerçants sont déserts. Prévenus, ces agents ne viennent pas au rendez-vous de Dantokpa. Leurs marchandises sont alors stockées ou écoulées rapidement du côté Nigérian. L'entretien et la construction d'un réseau large d'acheteurs paraît ainsi fondamental et explique les facilités de retournements des certains agents de l'échange.

Face à une autre forme de contrainte, les fameuse productrices de gari « Sohui » de Savalou dans le Zou ont adopté le même type de réajustement. Autrefois, le gari de Savalou gagnait la capitale économique en quantités très importantes. Aujourd'hui, les efforts des productrices du Mono pour être plus compétitives sur le marché de Cotonou (en améliorant la qualité du gari) ont renversé les tendances de circulation de ce produit. Les femmes de Savalou ont alors agrandi leurs réseaux de commercialisation en se tournant vers les marchés sahéliens. Ce retournement s'est progressivement réalisé avec la construction des nouveaux réseaux d'écoulement.

des conséquences en
amont

En amont du système d'intermédiation vient la production. Toutes ces ruptures et arrêts temporaires sont ressentis différemment et sont fonctions des volumes de produits à écouler. Les producteurs sont souvent désarmés, n'ayant que peu d'acheteurs. D'autres contraintes comme le problème de transport entraînent des retards de paiements ou la perte sèche d'une partie de récolte. Ces contraintes peuvent être ressenties très fortement par ce groupe d'acteurs qui se caractérise par une forte sensibilité.

et en aval

Les conséquences de ces contraintes en aval sont moins marquées compte tenu de la grande complémentarité entre les organisations et les efforts de réajustements de ces organisations. Nous illustrons notre propos avec l'exemple du maïs. Chaque année, la période de soudure pose des problèmes d'approvisionnement en maïs aux citadins. A partir des années 80, les zones du nord Bénin ont produit le maïs jaune qui a fait son apparition sur le marché de Dantokpa aux mois de mars et avril. Mais cette variété de maïs, ne correspondant guère aux goûts des consommateurs, était très vite remplacée par les variétés

précoces de maïs des régions sud. Aujourd'hui, pour mieux répondre à la demande urbaine, les producteurs de la région du Borgou (province du Nord) cultivent les variétés blanches et prolongent ainsi la période d'écoulement de leur produit sur la capitale.

La dévaluation du franc CFA

Le changement de l'environnement macro-économique provoqué par l'inflation a déclenché des mécanismes d'adaptation, à plusieurs niveaux, qui agissent de manière juxtaposée. Nous retiendrons deux types de dynamiques :

- Une dynamique « intérieure » liée à la baisse du pouvoir d'achat et aux différenciations accentuées entre produits locaux et produits importés. Nous nous retrouvons, en partie, dans le premier cas de figure, avec les mécanismes d'ajustement que nous avons analysés (recomposition des unités de consommation, ajustements sur le budget alimentation des ménages, etc.). Parmi les quatre produits que nous avons étudiés cette dynamique s'est manifestée notamment pour l'huile de palme dont la compétitivité sur l'huile importée s'est rapidement traduite par une augmentation de la demande. Par ailleurs la dévaluation a provoqué un arrêt d'activité pour un bon nombre de commerçants (comme l'aurait fait la période de soudure). Mais elle a surtout limité la reprise des échanges commerciaux. On a retrouvé un bon nombre de petites grossistes assises au marché de Dantokpa, à la même place mais avec une autre fonction : ne pouvant plus couvrir les frais de transport, ces commerçantes continuent leur activité de vente en tant que détaillantes seulement.

- Une dynamique « frontalière » régionale. Elle concerne l'évolution des échanges avec les pays voisins, notamment si ceux-ci appartiennent à des espaces monétaires différents. C'est le cas du Bénin avec le Nigeria dont les échanges se sont modifiés sensiblement après la dévaluation. Le commerce frontalier (formel ou informel) qui a été historiquement un élément moteur de la dynamique régionale, a répondu rapidement aux nouvelles données économiques.

dynamique intérieure

reprise de
compétitivité

modification de
fonction

dynamique frontalière

Conclusion

A voir les nombreuses possibilités de réactions face aux contraintes, le système alimentaire urbain africain possède une grande capacité de réponse d'adaptation et de réorganisation. Les modes de fonctionnement des différents systèmes envisagés permettent d'expliquer cette capacité à se réajuster. Il s'établit

entre les acteurs de ces systèmes des relations économiques et personnelles qui visent à stabiliser les rapports à long terme et atténuer les différents types de risques. Le système de consommation et le système d'intermédiation se réajustent l'un et l'autre, de façon continue dans le temps. Ces ajustements offrent une meilleure cohésion au système alimentaire. C'est autour des produits (leur qualité, leur prix, leur disponibilité et la régularité des approvisionnements) que se réalise la coordination entre le système d'intermédiation et les systèmes de consommation. Les stratégies des acteurs et les interactions ville-campagne se modifient comme résultat de cette coordination.

Les diverses contraintes n'ont pour l'instant pas provoqué de bouleversements spectaculaires ; la dévaluation a peut-être même amélioré l'écoulement de certains produits locaux, devenus compétitifs sur le marché urbain par rapport aux produits importés (les huiles locales ou quelques variétés locales de riz).

Cela ne signifie pas que la situation nutritionnelle, surtout des enfants, ne se dégrade pas. Livrés parfois à eux-mêmes pour l'achat de leur repas, les enfants ne sont pas en mesure de s'imposer une alimentation équilibrée. Il convient aussi de ne pas sous-estimer les fortes contraintes que les familles africaines rencontrent aujourd'hui et leurs difficultés croissantes à réajuster leur système alimentaire. Le système social actuellement mis en place peut-il succomber à ces pressions et passer par une grande transformation ? Malgré les innovations et les réadaptations, la situation globale peut se dégrader rapidement sur le long terme.

Sur le plan de la démarche nous avons fait un premier pas dans l'analyse de l'organisation alimentaire urbaine, à partir de l'étude des interactions entre le système de consommation et le système d'intermédiation. Dans ce sens, nous avons utilisé la notion de système d'intermédiation qui rappelons-le, permet d'intégrer des fonctions multiples comme celles de la transformation et de la commercialisation. Ce système rassemble les éléments et les fonctions qui prennent en charge les produits dans le temps et dans l'espace, et qui permettent une évolution de la forme et de la valeur des produits au cours du processus : l'observation/description des organisations dans leur diversité et complexité, la prise en compte des principales contraintes et l'analyse des mécanismes d'adaptation et de réajustement des organisations pour retrouver leur cohésion dans une nouvelle configuration, constituent les principaux repères d'une démarche qu'il faut certainement approfondir.

Bibliographie

- AGIER M., 1983. Commerce et Sociabilité, Les négociants soudanais du quartier Zongo de Lomé (Togo), coll. Mémoires n° 99 Ed Orstom, Paris 1983. 317 p.
- AKINDES F., 1995. Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation alimentaire a Abidjan, Université Nationales de Côte D'ivoire, Orstom. 14 p.
- ALBERT I., 1993. Des femmes, une terre, une nouvelle dynamique sociale au Bénin. L'Harmattan, Paris, 264 p.
- BAUDRILLARD J., 1970. La société de consommation, ses mythes ses structures, Ed Denoël, Paris, 321 p.
- BRAUDEL F., 1979. Civilisation matérielle, économie et capitalisme, tome 2, les jeux de l'échange. Armand Colin, Paris, 855 p.
- BRICAS N., O'DEYE M., 1985. In Nourrir les villes en Afrique subsaharienne, Coll Villes et entreprises, L'harmattan, Paris.
- BRICAS N., 1984. Dynamique et rôle de l'artisanat alimentaire à Dakar. Altersyal, Massy, 100 p + annexes.
- BRICAS N. et al., 1992. La valorisation des produits vivriers dans les pays d'Afrique Humide et Sub-humide. Situation et Perspectives pour la recherche. Document de travail pour le programme spécial pour la recherche agricole en Afrique. Cirad, Montpellier. 39 p + annexes.
- BRICAS N., 1994. Les céréales locales peuvent-elles reconquérir les marchés urbains après la dévaluation de Franc CFA ?, CILSS/PROCELOS.
- BRICAS N., 1995. L'effet de la crise sur l'alimentation des populations urbaines. In: Crise économique africaine et dynamique démographique, CEPED, 27 p.
- BRICAS N., CHEYNS E., 1995. L'évolution de la qualification des produits agro-alimentaires en Afrique sub saharienne, Conséquences pour la valorisation des produits locaux sur les marchés urbains, Communications au séminaire « Qualification des produits et des territoires » Toulouse, INRA.
- CHALEARD J.L., 1994. Temps des villes, temps des vivres, L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire. Thèse pour le doctorat ès-Lettres et Sciences Humaines, Université de Paris X - Nanterre. 3 tomes, 1041 p.
- COURADE G., 1992. Le fait alimentaire territoire a conquérir de la géographie. Revue Tiers Monde, t XXXIII, n°132, Octobre-Décembre. pp 743-762.
- COUSSY J., HUGON P., SUDRIE O., 1983. Dépendance alimentaire et urbanisation en Afrique sub saharienne.
- CROZIER M., FRIEDBERG E., 1977. L'acteur et le Système. Ed. du Seuil, Paris.
- DEVAUTOUR H., 1990. Etude des systèmes techniques : applications à l'artisanat alimentaire au sud Bénin. Thèse de doctorat, ENSAM, Montpellier, 237 p + annexes.
- DOUSSET J., 1994. Avant propos in Les défis de la complexité, vers un nouveau paradigme de la connaissance. Groupe de Réflexions Transdisciplinaires, L'Harmattan, Paris, pp 9-11.
- GIRAULT C.A., 1995. La commercialisation des produits alimentaires, réflexions théoriques et méthodologiques, in : Nourrir les Métropoles d'Amérique Latine, L'Harmattan, Paris, pp 27-39.
- IGUE J.O., SOULE B. G., 1992. L'Etat entrepôt au Bénin, commerce informel ou solution à la crise ? Kartala, Paris. 210 p.

- INSAE, 1992. Enquête Budget-Consommation ; Résultats vol 5 et 8, consommation laimenaire. Ministère du Plan et de la Restructuration Economique/INSAE, Cotonou, République du Bénin.
- LESTAGE P., 1994. Compléxité et structures cérébrales : Piaget et Prigogine, in Les défis de la compléxité, vers un nouveau paradigme de la connaissance. Groupe de Refflexions Transdisciplinaires, L'Harmattan, Paris, pp 173-194.
- MAXIMY de R., 1987. Les marchés, Facteurs et témoins de l'urbanisation, Cahiers des Sciences Humaines, ORSTOM, Paris, pp 301-318.
- MORIN E., 1977. La Méthode, Tome 1 La nature de la nature, Seuil, Paris, 399 p.
- MORIN E., 1977. La Méthode, Tome 2 La vie de la vie, Seuil, Paris, 470 p.
- MUCHNICK J., 1993. Alimentation, Techniques et Innovations dans les régions tropicales, ed L'Harmattan, Paris.
- MOUSTIER P., 1994. Approvisionnement vivrier des villes africaines : les organisations au cœur des ajustements. Proposition d'Action Thématique Programmée, Cirad, 39 p.
- Ocde Club du Sahel/ BAD Ciner-gie, 1995. Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : Une vision à l'horizon 2020. 67 p.
- POLANY K., 1957. The Great Transformation. Beacon Press, Boston, 315 p.
- PTEROUDIS E., RACINE J.B., 1993. Du nouveau dans la géographie du commerce de détail, L'Espace Géographique, n° 1, Montpellier. pp 76-80.
- RELLO F., 1995. Croissance urbaine et distribution alimentaire, le cas de Mexico, in Nourrir les Métropoles d'Amérique Latine, Approvisionnement et distribution, coll. villes et entreprises, L'Harmattan, Paris. pp 213-236.
- ROSNEY de J., 1975. Le Macro-scope, vers une vision globale. Ed du Seuil, Paris, 346 p.
- THUILLIER C., et al., 1991. Filières courtes et artisanat alimentaire au Bénin. Cirad Sar, montpellier, 120 p + annexes.
- VENNETIER P., « Réflexions sur l'approvisionnement des villes en Afrique Noire et à Madagascar » In: P. Vennetier (ed.) La croissance urbain dans les pays tropicaux. Dix études sur l'approvisionnement des villes, Ceget, paris, CNRS.

Résumé

L'étude du fonctionnement des systèmes d'approvisionnement alimentaire urbain, c'est-à-dire les processus d'acheminement des produits jusqu'à la ville, leur distribution et leur transformation, est un premier pas dans la construction d'une représentation de la complexité de l'organisation

alimentaire urbaine. L'adaptation de l'organisation alimentaire aux contraintes telles que la baisse et l'instabilité du pouvoir d'achat, la période de soudure des produits agricoles et la dévaluation du FCFA, montre les capacités d'évolution de ce système.